

ASSEMBLÉE
NATIONALE**Jeanine DUBIÉ**

Députée des Hautes-Pyrénées

**Viviane ARTIGALAS**

Sénatrice des Hautes-Pyrénées

Tarbes, le vendredi 11 décembre 2020

Monsieur **Joel GIRAUD**
Secrétaire d'État chargé de la Ruralité
20 avenue de Ségur
75007 PARIS

Objet : Restructuration DDFIP

Monsieur le Ministre,

Nous sollicitons aujourd'hui votre attention sur le nouveau maillage de la DDFIP des Hautes-Pyrénées. En préambule, nous souhaitons rappeler que l'an dernier, par un courrier commun cosigné avec Maryse CARRÈRE, Sénatrice, nous avons alerté le Ministre délégué chargé des Comptes Publics, sur le schéma proposé pour la modernisation du réseau départemental et nos craintes, comme celles des élus locaux, de voir l'éloignement d'une offre complète de services de proximité.

La réponse ministérielle nous avait assuré que le projet présenté s'inscrivait dans une démarche de co-construction d'un nouveau réseau de proximité, et constituait une base de départ à une concertation associant élus, population et agents, afin de faire ressortir une réelle vision d'ensemble des services publics sur notre territoire.

Alors même que les élus s'attendaient, après la période de confinement, à poursuivre le travail de concertation, la direction départementale des finances publiques paraît décidée à appliquer strictement le schéma initialement annoncé avec des fermetures de trésorerie, dès le 1er janvier 2021 pour celles de Loures-Barousse, Saint Laurent de Neste et Tournay, puis, jusqu'à l'horizon 2023, celles d'Argelès Gazost, Luz Saint Sauveur, Castelnau Magnoac et Arreau.

Une fois de plus ce sujet provoque une forte crispation sur l'ensemble du département parmi les élus, de nombreux agents et une grande partie de la population, qui vivent ces annonces de fermeture comme le symbole du mouvement de disparition des services publics de proximité et d'un abandon des habitants du monde rural. Même si la recherche d'économies est louable, la réorganisation de ces services ne peut se faire au détriment des usagers, et ils doivent toujours répondre, dans leur fonctionnement, à un double objectif d'égalité et de solidarité nationale.

Nous réitérons ici notre satisfaction de l'objectif, annoncé, d'augmenter le nombre d'accueils de proximité sur le département (encore faut-il que sur le terrain, ces « points de contact » soient opérationnels, fonctionnels, pérennes et équitables entre les territoires : il n'y a par exemple aucun Espace France Service sur les trois communes concernées par la fermeture au 1^{er} janvier prochain),

mais seule une réelle et large concertation sera à même de faire aboutir une solution durable et partagée pour un réseau des finances publiques moderne. Cette consultation, qui prendra en compte les différents avis et propositions des élus locaux pour améliorer ou conserver en partie ce réseau, nous semble être en effet la seule option pour permettre une réforme équilibrée, ainsi que la répartition et l'implantation des différents services de manière efficiente. Elle serait, en outre, en adéquation avec les annonces gouvernementales de vouloir se rapprocher des territoires.

Bien entendu, au regard de l'actualité, il serait indécent de l'envisager avant l'amélioration de la situation sanitaire, comme il semble inconcevable que les décisions de fermeture des trésoreries prévues au 1^{er} janvier 2021 puissent être confirmées durant cette période particulière et difficile.

C'est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Ministre, dans un premier temps de bien vouloir stopper le processus de fermeture et transfert des trésoreries sur le département des Hautes Pyrénées, ainsi que la suspension du plan de restructuration départemental pour la mise en œuvre du changement de méthode proposé.

Connaissant votre engagement pour les ruralités et votre connaissance fine des collectivités qui les composent, nous comptons sur votre diligence dans les réponses apportées à notre demande et pour permettre de rassurer l'ensemble des parties concernées sur ce dossier.

Dans cette attente et avec nos remerciements anticipés, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en l'expression de notre haute considération.



Jeanine DUBIÉ
Députée des
Hautes-Pyrénées



Viviane ARTIGALAS
Sénatrice des
Hautes-Pyrénées